

Introduction
Les Possibles 38

C'est encore du sens du travail qu'il s'agit

Jean-Marie Harribey

Les semaines que nous venons de traverser nous ont ramenés au moment où, voici quatre ans, comme par miracle, la société découvrait qu'il existait des travaux essentiels : le travail des soignants, des enseignants, des employés du commerce et du transport, des pompiers, des agents de propreté, etc. ; et, aujourd'hui, celui des agriculteurs. Dans l'intervalle, le débat sur la loi immigration s'est focalisé sur la dénommée « immigration choisie », sous-entendu discrimination entre les travailleurs migrants selon leur qualification vers les « métiers en tension », et son complément, la préférence nationale pour accorder emploi et protection sociale dans le pays.

Qu'est-ce qui était en jeu et qui nous est brutalement rappelé ? La société est confrontée à une multiplicité de crises qui, toutes, mettent en lumière la perte de sens du travail parce que le capitalisme a soumis l'organisation et les finalités du travail à l'exigence du profit maximum, dont l'affiche était ornée d'un seul slogan : la valeur pour l'actionnaire. Il s'ensuit un type de production, industriel ou agricole, qui se contrefiche de la qualité des produits, de leur durée et des conditions de travail pour les obtenir. Cette gangrène a même gagné les services non marchands, école et santé notamment, sommés d'appliquer les mêmes règles d'organisation et de gestion que les entreprises capitalistes : s'ils ne rapportent pas profit, leurs travailleurs doivent se plier comme les autres aux nouvelles normes d'emploi de la force de travail. Tous disent, non pas qu'ils ne veulent plus travailler comme tendent à le faire croire la doxa néolibérale et certains convaincus de la « fin du travail », mais qu'ils ne veulent plus travailler « comme ça ».

La crise dite agricole, en France mais aussi dans d'autres pays européens – Allemagne, Belgique, Italie... – est imputée, selon la plupart des médias, mais aussi selon leurs protagonistes – les agriculteurs eux-mêmes par la voix de leurs principaux porte-parole –, à la paperasse, aux normes et aux contraintes que l'exigence écologique impose. Les agriculteurs européens sont vent debout contre la politique agricole commune qui selon eux les étouffe, mais, sans elle, ils mourraient encore plus vite. En effet, ils sont coincés entre les remboursements au Crédit agricole, les multinationales de l'agrobusiness qui dictent les prix¹, les centrales d'achat de la grande distribution, la mainmise sur le foncier qui empêche le renouvellement des générations de paysans, avec la complicité en France de la FNSEA aux mains des capitalistes agriculteurs. Dans la crise actuelle, les normes écologiques sont vilipendées alors que c'est le modèle agricole dominant qui est obsolète et pourtant défendu encore bec et ongles par ce syndicat, alors que les voix minoritaires de la Confédération paysanne et de la Coordination rurale sont étouffées. Ce modèle exige toujours moins de paysans, toujours plus de pesticides (leur usage continue d'augmenter en France²), de gaspillage de l'eau dans les méga-bassines et de concentration foncière, et n'est possible qu'avec une augmentation permanente de capital fixe immobilisé dans des machines de plus

¹ Voir « Agropoly, Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation », *Vers un développement solidaire*, Numéro spécial 216, Nouvelle édition actualisée, juin 2014, https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/Agrarrohstoffe/2014_PublicEye_Agropoly_Brochure_thematique.pdf.

² Selon l'Union des industries agrochimiques. C'est dire ! Un rapport d'une commission de l'Assemblée nationale présidée par le député Renaissance Frédéric Descrozaille le confirme. Cf. Marie-Josée Cougard, « Pesticides : le piège inextricable, *Les Échos*, 23 janvier 2024.

en plus coûteuses. Une loi typique du capitalisme dont la conséquence est de renforcer la concentration des équipements – dont le foncier –, la ruine des petites exploitations, pour maintenir une rentabilité suffisante. Le productivisme agricole, comme partout ailleurs, est l'enfant du capitalisme.

Le gouvernement Attal a baissé pavillon devant les agro-business-men déguisés en paysans au sujet de la disparition progressive des pesticides : il a réaffirmé les lois Egalim (1 et 2), jamais appliquées vraiment, censées protéger les revenus des agriculteurs face aux gloutons de l'industrie agroalimentaire, et il a admis les dérogations pour se soustraire à l'obligation de réimplanter des prairies permanentes. L'alignement de Gabriel Attal devant les lobbys serait presque aussi dérisoire qu'attendu s'il ne venait pas au moment précis où la Commission européenne et le Parlement européen avaient décrété de faire une « pause » dans la mise en œuvre du Green Deal, le fameux Pacte vert³. La « pause » du plan Ecophyto est un écho de celle de l'Union européenne. Pour couronner le tout, les traités de libre-échange appliqués ou en cours de négociation confirment que le travail agricole est soumis comme tous les autres travaux aux impératifs du capitalisme mondial. Érudant la concurrence non libre et faussée résultant des échanges internationaux sans limites, l'écologie devient le bouc émissaire bien commode : la charge contre la protection et le replantage des haies, qui sont des havres de biodiversité, en dit long sur l'incompréhension de la nécessaire mise en cohérence d'objectifs sociaux et d'objectifs écologiques.

Comme l'écrit la sociologue Jocelyne Porcher, « Mais la colère, en France, celle qui a poussé les agriculteurs à sortir les tracteurs, semble renvoyer plus spécifiquement à une catégorie particulière d'entre eux. Ceux qui ont joué la carte de l'agrandissement, encouragés par la FNSEA et par les Jeunes agriculteurs, chantres de l'agro-industrie depuis des décennies et prétendus défenseurs du monde agricole. La majorité des agriculteurs qui manifestent ne sont pas libres de leur travail, ni libres des revenus de leur travail. Ils sont dépendants de l'État français et de l'Union européenne. Et le plan social qui vise à finaliser l'industrialisation de l'agriculture française n'est pas achevé : 400 000 agriculteurs, c'est encore trop. »⁴

« Une catégorie particulière d'entre eux », qu'est-ce à dire ? Derrière le sens du travail et les travailleurs eux-mêmes, il y a les classes sociales. Avant même de connaître ces derniers événements, la revue *Les Possibles* avait décidé de consacrer un dossier à la question des classes sociales aujourd'hui. Que sont-elles et comment elles se transforment ? À entendre le sempiternel discours sur les classes moyennes supposées aspirer en leur sein la grande majorité de la population, on peut être surpris d'entendre soudainement le contraire : elles se délitent, s'effacent et sont frappées de « déclassement » s'alarment politiques et commentateurs.

Un premier texte ouvre le dossier sur les classes sociales : celui de la socio-économiste du travail Anne Eydoux. Elle montre que les classes laborieuses paient un lourd tribut au retour de l'inflation, mais au-delà de cette dernière, elles sont victimes « des contradictions du capitalisme néolibéral. » En particulier, la répartition des revenus s'effectue au détriment du travail. De surcroît, les classes populaires sont les premières touchées par « la crise de la reproduction sociale, la crise du care et la crise environnementale ».

³ Jean-Marie Harribey, « La planification écologique : une stratégie ou un simulacre ? », dans Pascal Gassiot (coord.) et al., *Pour une écologie de rupture(s)*, Les partis pris de la Fondation Copernic, Paris, Éd. du Croquant, 2023, p. 73-96, également dans *Les Possibles*, n° 37, Automne 2023, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/planif-strategie-simulacre.pdf>.

⁴ Jocelyne Porcher, « Ce qui est en jeu, c'est le sens même du métier d'éleveur », *Le Monde*, 31 janvier 2024.

Les sociologues Cédric Hugrée, Étienne Penissat, Cécile Rodrigues et Alexis Spire analysent les inégalités sociales en Europe, en utilisant les statistiques les plus récentes d'Eurostat. Si la structuration en classes reste stable, avec notamment une part des classes populaires autour de 50 % de la population active, les inégalités entre elles se sont accrues. Plus précisément, les classes populaires se sont fragmentées au fur et à mesure que les conditions de travail se sont dégradées. La dénommée crise agricole offre un exemple frappant des disparités au sein des agriculteurs.

Jean-Marie Harribey essaie de montrer ensuite que le concept de classe(s) moyenne(s) au singulier comme au pluriel, a pour conséquence de rendre invisibles les classes populaires qui occupent encore environ les deux tiers de la population active. S'il n'y a plus de classes aux intérêts matériels et symboliques opposés, il n'y a plus de luttes de classes. La gauche sociale s'est alors muée en gauche culturelle en prenant le risque de remplacer le critère de classe par celui de l'identité. De beaux débats en perspective.

L'économiste Patrice Grevet poursuit son investigation des buts et des conditions d'une transition sociale et écologique, qu'il avait commencée dans plusieurs numéros précédents de notre revue⁵. Ici, il relie les transformations démocratiques à introduire dans les entreprises à une modification du rapport de forces entre les classes sociales, en termes clairs entre propriétaires du capital et travailleurs salariés.

En guise de transition entre nos deux dossiers de ce numéro, Gilles Rotillon rend compte de la somme magistrale du sociologue Bernard Lahire, *Les structures fondamentales des sociétés humaines*. Il s'agit d'une réflexion à la fois historique, théorique et épistémologique sur la sociologie et l'ensemble des sciences sociales. Comment se structurent les sociétés humaines, quels sont les traits anthropologiques universels, les lignes de force et les lois sociologiques ? En écho à notre dossier sur les classes sociales, Lahire dégage entre autres ce qu'il appelle « la loi Marx » : « cette loi a deux aspects, d'une part biologique en termes d'évolution de l'espèce (avec la production d'artefacts) et d'autre part un caractère sociologique en termes d'histoire cumulative des sociétés. » Elle « explique la montée de la dépendance du présent par rapport au passé accumulé, ou, comme disait Marx, le fait que “le mort saisit le vif” ».

En ouverture de la partie Débat de ce numéro des *Possibles*, la Commission Genre d'Attac ne s'exprime pas au nom d'une classe sociale, mais son texte peut trouver sa place en suivant juste la question des classes. En effet, les inégalités dont sont victimes les femmes ne se résorbent que très peu. De plus, les violences de toutes sortes subies par elles restent « un phénomène social majeur ». Entre la réaffirmation des rôles sociaux sexués et la promotion d'une politique nataliste, appelée « réarmement démographique » par le président Macron, la promotion des revendications féministes est une lutte permanente, car « le chemin est encore long ».

Les contradictions sociales, écologiques et géopolitiques du capitalisme néolibéral à l'échelle mondiale jettent sur les mers et les routes des populations fuyant la misère, la dictature ou la guerre. La réponse française est une loi immigration honteuse, à laquelle la décision du Conseil constitutionnel n'a rien enlevé sur le fond, entérinant la préférence nationale chère à la droite et l'extrême droite. Catherine Wihtol de Wenden ouvre le second thème de ce numéro des *Possibles*. Elle montre que la plupart des idées reçues sur l'immigration « ont trouvé un débouché » dans cette loi. Cela concerne le droit d'asile, l'obtention d'une carte de séjour, le contrôle des étudiants étrangers, l'augmentation des pouvoirs de contrôle de l'administration et de la police avec un développement des mesures d'éloignement et de refus de séjour.

⁵ Dans *Les Possibles*, n° 31 (2022), 36 (2023) et 37 (2023).

Marie-Christine Vergiat propose « un autre regard sur les migrations » aux antipodes du discours très droitier du ministre de l'Intérieur, dont le dernier en date propose de supprimer le droit du sol à Mayotte, avant, peut-être, d'étendre la mesure partout. Marie-Christine Vergiat décrypte ensuite les principales dispositions dangereuses de la loi immigration adoptée par le Parlement avec la complicité de la droite et de l'extrême droite.

Gustave Massiah propose une recension du livre de Marie-Claire Caloz-Tschopp, *Frontex, le spectre des disparu-e-s, Nihilisme politique aux frontières*. Il s'agit de « faire disparaître, véritable politique nihiliste du XX^e siècle qui s'étend sur la planète. Il s'inscrit dans la perspective de l'apartheid, des expulsions de masse, du capitalisme. » L'auteure entend remettre « radicalement en cause un système d'apartheid généralisé ». « L'ambition du livre est de bouleverser la praxis philosophique, de développer une praxis anti-nihiliste dans la résistance et les savoirs. »

Depuis plus de quatre mois maintenant, une tragédie sans nom se déroule à Gaza, où, à la suite du massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023, l'État d'Israël a mis en œuvre méthodiquement une entreprise génocidaire contre les Palestiniens. C'est l'occasion pour Pierre Khalfa de revenir sur l'histoire d'Israël pour comprendre les contradictions de ce pays. Il aborde quatre questions : « le point de départ du sionisme est le même que celui de l'antisémitisme ; la perspective sioniste ne peut être que de nature colonialiste ; fait colonial à sa création et dans son développement, l'État d'Israël est devenu un fait national et comme tel a le droit à l'existence ; le fait national israélien est cependant contradictoire avec la perspective d'un État dont l'objectif est de rassembler les juifs du monde, ce qui entraîne qu'Israël n'a d'avenir que dans une perspective post-sioniste ».

Une guerre ne doit pas chasser l'autre de nos préoccupations. Depuis deux ans d'invasion de l'Ukraine par la Russie, la résistance à cette agression ne retombe pas. Catherine Samary examine les conditions d'une mobilisation du peuple ukrainien qui porte un double enjeu : démocratique et social.

Nous avons publié dans le numéro précédent un article de Benoît Cogné critique du projet de carte carbone individuelle échangeable sur le marché. Armel Prieur, président de l'Association pour l'emploi sans carbone, nous a demandé de répondre à cet article. C'est ce qu'il fait ici. Si son article est clair et pédagogique pour présenter les modalités de la carte carbone individuelle, il ne répond pas aux objections qui étaient présentées, dont les principales sont que l'on confierait au marché le soin de réguler la diminution des gaz à effet de serre, que l'on prendrait pour point d'appui le comportement individuel alors qu'il faut transformer les modèles productifs et que le risque d'aggravation des inégalités est très grand.

À quelques mois des élections européennes, Jacques Perrat examine la régionalisation en France sous l'angle de l'aide aux entreprises et de ses conséquences sur l'agenda des organisations syndicales. Les dernières réformes sous les présidences de Sarkozy, Hollande et Macron ont voulu renforcer les régions, notamment en les regroupant, mais en leur enlevant la compétence générale et la maîtrise de leurs ressources fiscales. « Un « état qui décentralise tout en gardant la main ». « Les organisations syndicales se trouvent confrontées à une double nécessité : mieux faire le lien entre toutes les dimensions de la mobilisation du travail, dans l'entreprise d'abord, ce qui est loin d'être toujours le cas, mais aussi dans les rapports entre l'entreprise et les autres acteurs et ressources du territoire, ce qui est encore moins spontané. »

Martine Boudet se penche sur la société espagnole pour savoir en quoi les communautés « les plus dynamiques sur le plan identitaire, ici la Catalogne et Euskadi, jouent un rôle dans la recomposition politique, dans un moment où beaucoup de choses penchent à droite et même à l'extrême droite. Dans le cas ibérique, le traumatisme de la guerre civile a laissé des traces, mais n'a pas empêché des « acquis de la démocratie sociale ». La mise en perspective que fait l'auteure prend un intérêt supplémentaire alors que le gouvernement de Pedro

Sanchez est confronté au rejet du projet d'amnistie des indépendantistes catalans, mettant en péril sa coalition gouvernementale.

Il devient banal de répéter que le capitalisme nous plonge dans une crise dont la profondeur et la multi-dimensionnalité dépassent ce qu'il avait coutume de nous faire subir. Mais il est un point spécifique à notre époque qu'il faut souligner : la capacité du système à engendrer toujours de nouvelles idéologies pour sauver ce qui peut l'être encore, relégitimer une classe dominante affichant son arrogance et son mépris pour les classes inférieures. « Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde », disait Albert Camus⁶. Habiller les classes populaires du qualificatif de « moyennes » ne participe pas à leur élévation, mais au contraire à leur occultation, au déni de leur condition et à la dissimulation de l'exploitation qu'elles endurent. George Orwell avait vu juste : la novlangue est un outil de destruction sociale⁷. Destruction lente des tissus sociaux et de solidarités autour du travail ; et destruction brutale de leur qualité d'êtres humains pour les migrants.

⁶ Albert Camus, « Sur une philosophie de l'expression », Circa, 1943, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 2006.

⁷ George Orwell, *1984*, (1949), Paris, Gallimard/Folio, 2018.